

Réunion du Comité monétaire et financier international . . .

## Le ralentissement économique et la transformation du FMI seront à l'ordre du jour

Le ralentissement de l'économie mondiale et la riposte à mettre en place seront le sujet principal de la troisième réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI), qui se tiendra le 29 avril au siège du FMI. Le CMFI, qui sera présidé par Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, examinera aussi plusieurs questions relatives à la réforme du FMI. Plus tard dans la même journée, lors d'une réunion conjointe, le CMFI et le Comité du développement (Comité conjoint de la Banque et du FMI sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement) se pencheront sur la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la croissance dans les pays à



Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, présidera la réunion du CMFI.

faible revenu. Le Comité du développement se réunira le 30 avril.

Le CMFI est composé de 24 gouverneurs du FMI, qui sont des ministres, gouverneurs de banque centrale ou officiels de même rang. Il a été créé lors de l'Assemblée annuelle de 1999, lorsque le Conseil des gouverneurs du FMI a adopté une résolution transformant le Comité intérimaire en CMFI (voir *Bulletin du FMI*, 18 octobre 1999, page 317).

Selon l'ordre du jour provisoire, la réunion du CMFI commencera par un examen détaillé des perspectives de l'économie mondiale, ainsi que des risques et des vulnérabilités dans le système financier (voir page suivante, en haut)

Allocution de Horst Köhler au Deutsche Bundestag . . .

## La prévention des crises, élément crucial de la mission du FMI

Voici des extraits de l'allocution de Horst Köhler, Directeur général du FMI, devant les membres du Deutsche Bundestag à Berlin le 2 avril. Le texte intégral (en anglais) est disponible sur le site Web du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

L'économie mondiale est actuellement dans une phase d'ajustement cruciale. Le moteur de la crois-

sance mondiale ces dix dernières années — l'économie américaine — a des ratés et la croissance se ralentit aussi en Asie et en Europe. Néanmoins, il n'y a pas lieu de sombrer dans la morosité. Dans de nombreux pays, les grands indicateurs économiques sont plus solides aujourd'hui qu'il y a quelques années. L'inflation n'est pas une question urgente, les budgets publics sont relativement sains et le système monétaire international est mieux équipé pour faire face aux tensions grâce à la prédominance des régimes de change flexibles. Mais surtout, la politique économique dispose d'une marge de manœuvre suffisante pour contrer les dangers d'une récession plus profonde. C'est sur cette base que le FMI prévoit une croissance de l'économie mondiale de plus de 3 % cette année, ce qui correspond à peu près au taux de croissance moyen des vingt dernières années.

Pour que la croissance se situe au-dessus de 3 % en 2001, il faudra faire des choix (voir page suivante, en bas)

Photo not Available

(suite de la première page) mondial. L'accent sera mis sur la riposte appropriée face à la situation actuelle, y compris la question de la libéralisation du commerce mondial. Le comité devrait ensuite recevoir de Horst Köhler, Directeur général, un rapport sur la transformation du FMI, qui portera principalement sur l'allègement de la conditionnalité et le renforcement de la prise en charge des programmes par les pays, l'attention accrue à accorder par le FMI aux marchés financiers et à la prévention des crises dans le cadre de la surveillance, et la lutte contre les infractions financières et le blanchiment de l'argent sale.

M. Köhler fera ensuite rapport sur les progrès réalisés depuis l'Assemblée annuelle de Prague dans des domaines tels que la participation du secteur privé à la prévention et à la résolution des crises, la transparence, l'application des normes et des codes, et la vulnérabilité extérieure.

Comme indiqué dans le communiqué qu'il a diffusé après sa réunion à Prague (voir *Bulletin du FMI*, 16 octobre 2000, page 314), le CMFI devrait aussi recevoir pour information des rapports sur la mise en place du bureau d'évaluation du FMI et l'état d'avancement des débats concernant le processus de sélection du Directeur général du FMI et du Président de la Banque mondiale.

Le CMFI tiendra sa réunion avec en toile de fond le dernier examen et les dernières projections de l'économie mondiale qui figurent dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. Ce rapport des services du FMI sera évoqué lors d'une conférence de presse le 26 avril

par Michael Mussa, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, et diffusé le même jour sur le site Web du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

Lors de leur réunion conjointe, le CMFI et le Comité du développement se pencheront sur la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la croissance dans les pays à faible revenu. Ils examineront un rapport du Directeur général sur les questions suivantes :

- renforcer la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, ainsi que le processus des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté;
- assurer le suivi de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés;
- améliorer l'accès des exportations des pays en développement aux marchés;
- soutenir les pays sortant d'un conflit.

Des conférences de presse suivront la réunion du CMFI et la réunion conjointe du CMFI et du Comité du développement le 29 avril. La première sera donnée par MM. Brown et Köhler et la seconde par MM. Brown et Yashwant Sinha, Président du Comité du développement et Ministre des finances de l'Inde, qui seront accompagnés de MM. Köhler et Wolfensohn, Président de la Banque mondiale.

Plusieurs autres réunions se tiendront avant celle du CMFI. Le Groupe des Vingt-Quatre, qui représente les pays en développement membres du FMI, se réunira le 28 avril sous la présidence du Nigéria. Une conférence de presse sera organisée après cette réunion. Les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale du Groupe des Dix se réuniront le 29 avril, juste avant le CMFI. ■

## Le FMI et les défis de la mondialisation

(suite de la première page) de gestion judicieux. En abaissant agressivement ses taux d'intérêt, le Système fédéral de réserve américain a bien démontré sa détermination et il dispose encore d'une certaine marge de manœuvre si besoin est. La baisse des impôts envisagée aux États-Unis renforcera la confiance des consommateurs et des investisseurs. Et si le Japon est revenu à une politique de taux d'intérêt nul, des efforts plus résolus sont nécessaires pour restructurer ses entreprises et son secteur bancaire. En Europe, les réformes fiscales sont appropriées et viennent en temps opportun. Un abaissement des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne aiderait certainement l'économie européenne.

La politique économique internationale doit avoir pour objectif d'exploiter les possibilités nouvelles qu'offre la mondialisation, tout en limitant les risques, notamment qu'elle fasse peser des contraintes trop fortes sur la capacité d'adaptation des entreprises et des structures politiques, et que des crises financières soient causées par la volatilité excessive des flux de capitaux. Pour jouer un rôle actif dans l'effort international visant à mettre la mondialisation au service de tous, le

FMI doit recentrer sa mission, être prêt à apprendre et à accepter de nouveaux défis. Étant donné les changements structurels de l'économie mondiale, le FMI doit insister sur la promotion de la stabilité financière internationale en tant que bien public mondial. Tant la théorie que la pratique économiques sont manifestement à la traîne de l'évolution des marchés financiers. C'est aussi un domaine où le FMI lui-même doit rattraper son retard. Nous avons mis en place un Département des marchés de capitaux internationaux, afin d'accroître de façon systématique notre fonds de connaissances en la matière. Nous sommes aussi en train d'établir un dialogue informel mais régulier avec des représentants de haut niveau d'institutions financières privées, en vue d'associer plus étroitement et d'emblée le secteur privé à la prévention des crises.

Le principal enseignement des récentes crises est que la prévention doit être au cœur de la mission du FMI. Nos fonctions de surveillance bilatérale et multilatérale sont notre principal outil : c'est ainsi que nous examinons et évaluons régulièrement les tendances et les politiques économiques au niveau national et international.



Yashwant Sinha,  
Ministre des finances  
de l'Inde, présidera  
la réunion du Comité  
du développement.

Je m'efforce lors de ces séances de travail de mettre l'accent sur l'interdépendance entre les pays membres. Il s'agit notamment de prendre conscience que les crises financières trouvent leur origine non seulement sur les marchés émergents, mais aussi sur les places financières internationales des pays industrialisés.

Depuis deux ou trois ans, le FMI et d'autres institutions ont accru la transparence des données économiques et financières. Si une plus grande transparence n'empêche pas en soi de faire de mauvais choix, elle rend assez improbable la répétition d'une crise comme celle qui a éclaté en Corée à la fin de 1997. Il reste beaucoup à faire dans la détection précoce des facteurs de vulnérabilité et des indices de l'imminence d'une crise, et l'établissement de stratégies de riposte.

Il est normal aussi d'exiger une plus grande transparence du FMI lui-même. Aujourd'hui, presque tous les documents du Conseil d'administration relatifs aux pays et à la politique générale du FMI sont publiés, sauf si un pays membre s'y est expressément opposé. Récemment, nous avons publié sur notre site Web un document qui examine notre conditionnalité et nous avons invité l'opinion publique à s'exprimer sur le sujet. Au cours de l'année qui vient, un bureau d'évaluation indépendant commencera un audit général de notre politique et de nos opérations, sans la moindre interférence de la direction, ni des services du FMI. Ce bureau devrait renforcer notre efficacité et notre crédibilité.

Nos travaux sur l'élaboration et la diffusion de normes et de codes de politiques économique et financière, ainsi que de gouvernement d'entreprise, constituent un autre outil important en vue de renforcer la prévention des crises. Nous devons convaincre les pays en développement et les pays à marché émergent de ne pas interpréter ces normes comme un diktat des pays industrialisés, mais d'y voir au contraire des références utiles pour les efforts qu'ils déploient eux-mêmes afin de renforcer leurs institutions et d'attirer les investisseurs.

Nous avons vu récemment en Turquie comment un différend entre d'éminentes personnalités politiques peut déclencher une crise financière. La stabilité politique est essentielle à la confiance des investisseurs. En Turquie, la restructuration du secteur bancaire, en particulier des banques publiques, est au cœur du processus de résolution de la crise financière actuelle. Rétrospectivement, je regrette que la Turquie n'ait pas participé au programme expérimental d'évaluation du secteur financier que le FMI et la Banque mondiale ont mis en place après la crise asiatique et qui permet de rassembler et d'analyser des données détaillées sur les forces et les faiblesses des systèmes financiers dans les pays membres. Je considère ce programme comme un moyen important de renforcer la stabilité du système financier international en consolidant ses fondations.

On aura beau déployer les plus grands efforts pour prévenir les crises, il est impossible de les exclure totalement dans une économie mondiale ouverte et dynamique. Le FMI doit donc être et rester un «pompiers» efficace. Il doit disposer de ressources financières suffi-

santes et d'instruments adaptés pour les utiliser. Cependant, il est vrai aussi que le FMI n'est pas — et ne devrait pas être — en mesure d'égaliser le volume des marchés de capitaux privés. Les débiteurs et les créanciers privés doivent toujours être conscients que l'aide financière du FMI n'est pas là pour les soulager de la responsabilité des risques qu'ils prennent. Pour limiter l'effet pervers dans le système actuel et assurer un partage des charges équitable, nous devons associer le secteur privé à la résolution des crises. Des progrès substantiels ont été accomplis dans ce domaine ces derniers mois.

Un autre effort de réforme important concerne les conditions des prêts que nous accordons. Cette «conditionnalité» reste essentielle pour protéger nos ressources et promouvoir les processus d'ajustement nécessaires. Cependant, dans le passé, la conditionnalité a parfois pris trop d'extension et, dans certains domaines structurels, nous nous sommes aventurés hors de notre champ de compétence. Il est très important que les pays qui concluent un accord avec le FMI assument eux-mêmes la charge de conduire les réformes. Dans cette optique, il peut donc être utile d'alléger la conditionnalité si cela amène le pays à s'investir davantage dans le programme et favorise la mise en œuvre soutenue des réformes nécessaires. J'ai constaté que souvent ce n'est pas un manque de volonté politique qui entrave les réformes, mais bien le manque de savoir-faire. À l'avenir, nous devons donc veiller davantage encore à fournir une assistance technique efficace et à mettre en place des structures administratives performantes dans les pays en développement.

La lutte contre la pauvreté doit reposer sur deux piliers. Premièrement, les pays eux-mêmes doivent s'attaquer résolument aux causes endogènes de la pauvreté, ce qui passe avant tout par une bonne gestion des affaires publiques, le respect de l'état de droit, la fin des conflits armés et la lutte contre la corruption. Deuxièmement, il faut un appui plus décisif, plus rapide et plus massif de la part de la communauté internationale.

L'allègement de la dette doit faire partie d'une vaste stratégie de lutte contre la pauvreté. À la fin de l'an 2000, le FMI et la Banque mondiale ont amené vingt-deux pays au point de décision dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des PPTE. En conséquence, la dette extérieure totale de ces pays sera réduite des deux tiers. La crédibilité des efforts des pays industrialisés pour combattre la pauvreté se mesurera à leur volonté d'ouvrir leurs marchés aux exportations des pays pauvres et de tenir leurs promesses en matière d'aide publique au développement. Il est insensé, tant du point de vue politique que sur le plan économique, que les pays membres de l'OCDE dépensent 360 milliards de dollars par an en subventions agricoles, tandis qu'une misère endémique fait rage dans les pays en développement, en particulier dans les régions rurales et agricoles. Il est grand temps aussi que les pays industrialisés honorent leur engagement de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement. ■



*M. Köhler : Les débiteurs et les créanciers privés doivent toujours être conscients que l'aide financière du FMI n'est pas là pour les soulager de la responsabilité des risques qu'ils prennent.*



## Établir un dialogue constructif entre le FMI et les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont acquis un statut impressionnant ces dernières années, à la fois comme puissants agents de réforme et critiques infatigables de la bureaucratie. Sont-elles globalement une force positive pour l'expansion de la démocratie mondiale ou une menace pour le processus de représentation politique? Quelle devrait être leur relation avec les institutions financières internationales, comme le FMI?

Michael Edwards, Directeur de la gestion publique et de la société civile à la Ford Foundation, a répondu à ces questions lors d'un séminaire organisé par le FMI le 27 mars. Globalement, a-t-il noté, la montée en puissance des ONG est une bonne chose pour le développement économique et la participation politique. Cependant, elle pose des questions difficiles concernant la légitimité de ces groupes et la représentation appropriée de leurs intérêts dans la gestion des affaires publiques.

Les ONG ne sont pas synonymes de société civile, mais en représentent un petit groupe puissant dont les objectifs, les activités, les positions et les structures sont fort divers. Par ailleurs, tant les ONG que la société civile sont des concepts analytiques, pas normatifs. Les ONG ne sont ni bonnes ni mauvaises par nature. Une société civile saine est une société où tous les intérêts et toutes les associations sont représentés, et non une société où chacun pense et agit de la même manière.

### Expansion des ONG

En 1990, il y avait environ 30.000 ONG internationales. Aujourd'hui, il y en a plus d'un million en Inde, 210.000 au Brésil et plus de 5.000 en Tunisie. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance remarquable.

- Le capital social, le partenariat et la maîtrise partagée des réformes sont aujourd'hui considérés comme essentiels à la viabilité économique. Il est maintenant admis que la réforme doit être comprise et appuyée par la société dans son ensemble.
- La participation des ONG est considérée aujourd'hui comme une bonne chose : le taux d'échec des projets diminue, les prises de position sont mieux informées et l'appui de la population est renforcé.
- La mondialisation influe sur la gestion publique et réduit le contrôle des États-nations sur le processus décisionnel et la politique économique. Les ONG se considèrent comme des acteurs dans le système émergent de gestion des affaires publiques.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent des conséquences de la mondialisation et du jeu des forces du marché. Les manifestations de rue sont un baromètre de ce sentiment de perte de contrôle.

Les ONG sont-elles un phénomène durable? En dépit de leurs problèmes persistants de financement, une fois invitées à la table des négociations, il est à la fois difficile et hasardeux de les en exclure, a expliqué M. Edwards. Les ONG se sont fait accepter dans trois domaines : elles ont modifié le langage des débats dans des domaines tels que l'allègement de la dette; elles peuvent négocier les détails de certaines réglementations, comme le traité sur les mines terrestres, et elles sont en mesure de surveiller des accords sur des questions telles que le travail des enfants.

Les ONG apportent des informations sur les populations locales et une confrontation avec leurs réalités; des connaissances techniques sur des questions spécifiques; une représentation des couches de la société qui sont souvent exclues ou sous-représentées et un système de garde-fous qui encourage la responsabilité au sein des marchés et des pouvoirs publics.

### Le FMI devrait-il traiter avec des ONG?

Aujourd'hui, le FMI traite activement avec les ONG et accepte que leurs demandes soient entendues. Cependant, les ONG ne donnent peut-être pas assez d'importance aux responsabilités qui vont de pair avec leur droit d'être entendu et il faudrait savoir comment les encourager à assumer plus sérieusement ces responsabilités.

Les relations du FMI avec les ONG posent des problèmes particuliers. Premièrement, par nature, les travaux du FMI concernent souvent des informations qui ne sont pas du domaine public, par exemple parce qu'elles sont sensibles pour les marchés. Deuxièmement, il arrive souvent que la rapidité du processus décisionnel au sein du FMI ne soit pas propice à un débat participatif. Et, troisièmement, le FMI doit vaincre la méfiance des ONG et reconnaître qu'il doit mettre de l'ordre dans ses propres affaires s'il s'attend à ce que les ONG en fassent de même.

### Questions de légitimité

Récemment, certains ont remis en question le droit des ONG à jouer un rôle aussi influent, a admis M. Edwards. Les ONG ne représentent peut-être personne officiellement, mais elles sont légitimées par les organes légitimes qui les reconnaissent et par les compétences qu'elles apportent. Dans le même temps, il se peut que leurs positions soient affaiblies si elles sont dominées par les voix du monde industriel, sans responsabilité officielle envers le Sud. En outre, les positions des ONG peuvent être anecdotiques et subjectives, et donc moins utiles pour le débat général qu'elles ne pourraient l'être.

Trop souvent, l'action mondiale est coupée du débat local et on ne cherche pas suffisamment à établir des coalitions nationales ou locales pour appuyer des ré-



Michael Edwards : La légitimité est au cœur du problème tant pour les ONG que pour le FMI.

formes favorables aux pauvres. Fréquemment, il est plus facile pour une ONG de s'adresser à un administrateur du FMI ou de la Banque mondiale qu'à son propre ministre des finances. M. Edwards a cité quelques actions locales qui ont eu un succès considérable, comme les activités du Jubilé 2000 en Ouganda et les accords sur le travail des enfants au Bangladesh.

**Avenir**

On pourrait commencer par reconnaître que les ONG ont droit à une voix, et non à un vote, et que tous les intérêts de la société civile doivent être pris en compte équitablement, a expliqué M. Edwards. En d'autres termes, il s'agit de promouvoir l'authentification et l'auto-réglementation des réseaux d'ONG et d'établir des règles de jeu équitables en renforçant les capacités et en accordant un appui financier, de manière à ce que toutes les ONG puissent participer et satisfaire aux critères spécifiés.

M. Edwards a proposé que ces idées soient incluses au niveau des pays par le biais des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et des autres entretiens du FMI avec les pays membres. Il a proposé aussi de réunir régulièrement un forum financier mondial

qui faciliterait un dialogue actif et constructif entre le FMI et les ONG.

Enfin, comment rapprocher ces idées des manifestations de rue radicales qui, selon M. Edwards, ne représentent qu'une partie, certes significative, du mouvement des ONG? Il est important, selon lui, de ne pas ravalier ces manifestants au rang d'ignorants et de violents, et de ne pas laisser les réactions face à ces extrémistes entraver les efforts de dialogue constructif. Il est important de se concentrer sur les parties du mouvement des ONG qui veulent abandonner la rue et participer au débat.

La légitimité est au cœur du problème tant pour les ONG que pour le FMI, a souligné M. Edwards. Les pouvoirs publics peuvent conférer un certain pouvoir, mais pas la légitimité, en particulier dans le contexte de la mondialisation. Le meilleur moyen d'encourager les ONG à mettre de l'ordre dans leurs affaires consiste pour le FMI à relever lui-même le défi de la légitimité. ■

Pour sa présentation, M. Edwards s'est inspiré de son livre *Future Positive: International Cooperation in the 21st Century*, publié par Stylus Publishing, LLC, P.O. Box 605, Herndon, VA 20172, U.S.A. (19,95 dollars).

*Forum économique . . .*

**La société civile présente dans le débat sur la finance mondiale**

La mondialisation a de nombreuses dimensions — économique, sociale, politique, environnementale, culturelle et religieuse — qui concernent chacun dans une certaine mesure et ont donc attiré beaucoup d'attention dans la société civile. Le terme «société civile» est entré dans le dialogue sur la finance mondiale à tous les niveaux. Les groupes disparates qui prétendent représenter la société civile ont-ils un impact sur la politique financière internationale? Devraient-ils avoir un tel impact? Si oui, comment peuvent-ils le mieux contribuer au fonctionnement efficace, équitable et démocratique de la finance mondiale? Pour répondre à ces questions, le centre d'étude de la mondialisation et de la régionalisation de l'université Warwick et l'université des Nations Unies ont mis en place un projet sur la société civile et la finance mondiale, qui a réuni une vingtaine de représentants de la société civile et d'institutions multilatérales (dont le FMI et la Banque mondiale), ainsi que d'universitaires. Sept membres du projet ont évoqué leurs conclusions lors d'un forum économique organisé par le FMI le 5 avril.

S'il ne fait guère de doute qu'une société civile solide est précieuse pour la démocratie, un large débat peut s'engager sur les organisations qui prétendent représenter la société civile, a déclaré Thomas Dawson, Directeur du Département des relations extérieures du FMI, qui a participé au projet et a animé le forum. Les intervenants ont décrit ce débat et d'autres questions

générales concernant la participation de la société civile au débat sur la finance mondiale, ont évalué les avantages et les dangers de cette participation et ont suggéré des mesures visant à maximiser ces avantages et à réduire au minimum ces dangers.

**Réalisations de la société civile**

D'une manière ou d'une autre, la société civile est importante, a déclaré Albrecht Schnabel, responsable du Programme paix et conduite des affaires publiques de l'université des Nations Unies et codirecteur du projet. Un grand nombre d'associations civiles ont pris des initiatives afin de changer les lois et les institutions; en réaction, la plupart des grandes organisations internationales ont établi des mécanismes particuliers pour interagir avec ces organes de la société civile et créer une sorte de «multilatéralisme élargi».

Jan Aart Scholte, membre du centre d'étude de la mondialisation et de la régionalisation, et codirecteur du projet, a indiqué qu'en dépit des avantages de la mondialisation financière, sa mauvaise gestion a créé des problèmes d'efficience, de stabilité, de sécurité humaine, de justice sociale et de démocratie. Les organisations de la société civile — locales et mondiales, formelles et informelles, radicales et partisans du *statu quo* — traitent ces questions.

Ces groupes gagnent leur légitimité de diverses manières : par leurs compétences et leurs connaissances



*Albrecht Schnabel*



*Jan Aart Scholte*



Kamal Malhotra

collectives (légitimité par les résultats), par leur engagement à rendre les pouvoirs publics plus inclusifs et responsables (légitimité démocratique) ou par leur rôle en tant que conscience mondiale (légitimité morale).

Jusqu'à présent, ces groupes ont eu le plus d'influence sur les questions de la dette des pays les plus pauvres (initiatives pour l'allègement de la dette), les projets des banques multilatérales de développement (barrages, pipelines, routes), les prêts à l'ajustement structurel (du FMI et de la Banque mondiale), la finance internationale (proposition d'une taxe Tobin sur les opérations de change et investissements «éthiques») et l'architecture financière mondiale.

M. Scholte énonce sept résultats positifs de l'activité des organisations de la société civile : une meilleure connaissance de la finance mondiale et de sa gestion, une plus grande participation des parties prenantes autrefois exclues du processus de décision sur des questions qui les concernent; un débat essentiel et créatif sur des questions de fond; une transparence accrue des marchés de capitaux et des institutions qui les régissent; une plus grande responsabilité de ces institutions; une amélioration du bien-être, particulièrement important lorsque les difficultés financières créent des problèmes économiques et sociaux; et enfin une plus grande légitimité de la gestion de la finance mondiale.

Mais, d'un autre côté, lorsque les organisations de la société civile sont discourtoises, utilisent des moyens nocifs pour atteindre des objectifs douteux, ne représentent pas ceux qu'ils sont censés représenter, mènent des campagnes mal conçues et sans intérêt ou sont des organisations non démocratiques qui limitent la participation, la consultation, la transparence et la responsabilité, elles ne font qu'entraver une gestion efficace.

### Efficacité de la société civile selon les régions

Kamal Malhotra, conseiller principal sur la société civile au Bureau de la politique du développement du PNUD, a cité des exemples en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines pour montrer que les organisations de la société civile ont fait avancer la cause de la démocratie, ont renforcé les connaissances économiques et financières, ont mis en contact les activistes et les universitaires, ont utilisé des données de base pour suivre l'impact social des crises et ont promu des solutions de remplacement aux stratégies nationales officielles de développement.

Par contre, le mouvement ne démarre pas en Russie, a noté Nodari Simonia, Directeur de l'Institut des relations internationales et de l'économie mondiale et membre du Présidium de l'Académie russe des sciences. Les groupes de la société civile qui prônaient la réforme à tout crin pendant la perestroïka ont perdu leur indépendance sous le régime de Boris Eltsine. Le capitalisme bureaucratique et la politique paternaliste ont pris le dessus, il n'y a pas de classe moyenne indépendante et la Russie n'a jamais dégagé de consensus social ni politique. La rapide décentralisation a entraîné non pas la

démocratisation, mais bien la féodalisation. Des groupes financés par l'Occident cherchent à combler le manque d'organisations indigènes, mais les Russes ne les acceptent pas et les jugent inutiles. La population russe est indifférente aux problèmes de la finance mondiale et les décisions sont prises au niveau de l'élite, avec une contribution minimale de la société civile.

### Rôle futur

Quel rôle les organisations de la société civile joueront-elles à l'avenir? Les institutions financières internationales sont déjà plus ouvertes à un rôle officiel de ces organisations sur le terrain et même un peu dans la conception de l'action, selon Alison Van Rooy, Senior Fellow à l'Institut Nord-Sud. Plutôt que de calmer ces organisations, toutefois, cela les encouragera à continuer sur leur lancée. Les manifestations de rue ont ceci de positif qu'elles motivent et stimulent les réformateurs.

M<sup>me</sup> Van Rooy a présenté trois scénarios pour l'avenir. Le plus probable est un changement de *cible* : non plus les institutions de Bretton Woods mais bien les organisations commerciales, les connaissances économiques s'étendant au domaine commercial — cette évolution frustrera les réformateurs en puissance des institutions financières internationales, qui auront perdu un allié — ou des sujets spécifiques comme la dette publique, la Banque des règlements internationaux, le rôle des agences de crédit à l'exportation, etc. Le deuxième scénario est un changement de *discours* : les institutions financières internationales changeront simplement leur vocabulaire et non leur politique; bien que les changements de rhétorique puissent finir par influencer sur les pratiques, ce processus est très long.

Le dernier scénario, qui est le moins probable mais aussi le plus optimiste, est un changement des *mécanismes institutionnels*, les organisations de la société civile obtenant un certain contrôle des activités financières intergouvernementales. Si l'Assemblée générale des Nations Unies contrôlait davantage l'activité des institutions financières internationales, non seulement la voix des organisations de la société civile serait plus forte, mais la question de la légitimité ne porterait plus sur leurs stratégies, mais bien sur ce que les États-nations font pour représenter la société civile au niveau international.

Les grands argentiers privilégient aujourd'hui la stabilité, a indiqué Nancy Birdsall, Directrice des programmes économiques au Carnegie Endowment for International Peace, mais s'ils tenaient davantage compte de la population affectée par leurs décisions, ils s'intéresseraient plutôt à l'équité et à l'efficacité. Comme les pays pauvres sont mal représentés dans la finance mondiale, nous avons un déficit démocratique, a-t-elle expliqué. De plus, les plus défavorisés dans les pays pauvres ne sont pas représentés dans leur propre gouvernement. Les organisations de la société civile des États-Unis et d'Europe (le Nord) sont les plus efficaces lorsqu'elles poussent leurs gouvernements démo-



Nodari Simonia



Alison Van Rooy



Nancy Birdsall

cratiques à prendre certaines positions dans les institutions internationales. Par contre, les activistes des pays en développement ou en transition (le Sud) pensent que leur meilleure tactique est de cibler directement les institutions ou même de faire pression sur les gouvernements du Nord. M<sup>me</sup> Birdsall souhaite que les organisations de la société civile du Nord se concentrent sur la question de la représentation dans les institutions financières internationales et cherchent, premièrement, à renforcer les capacités techniques des organisations de la société civile du Sud et, deuxièmement, à aider à

mettre en place la structure démocratique dans laquelle le concept de société civile peut s'épanouir. ■

Mary Myers  
FMI, Département des relations extérieures

Les participants au projet sur la société civile et la finance mondiale abordent ces questions, entre autres, dans une série de documents qui seront publiés sous la forme d'un livre dans l'année qui vient. Le résumé de ces documents est disponible sur le site Web du projet : [www.warwick.ac.uk/csgr/projects/civilsoc.html](http://www.warwick.ac.uk/csgr/projects/civilsoc.html). Une transcription du forum sera disponible sur le site Web du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

Séminaire de l'Institut du FMI . . .

## Chaque pays doit choisir son régime de change en fonction de ses besoins spécifiques

Les 19 et 20 mars, l'Institut du FMI a organisé un séminaire de haut niveau sur les régimes de change. Les participants ont examiné les régimes fixes et flottants, et ont tiré les enseignements de diverses expériences nationales. Horst Köhler, Directeur général du FMI, a ouvert les débats en insistant de nouveau sur le fait qu'aucun régime de change n'est idéal pour tous les pays et que les autorités feraient bien de choisir leur régime de change en fonction des besoins spécifiques de leur pays.

### Taux fixe ou flottant?

Bien que les pays à marché émergent parlent beaucoup d'adopter un régime de flottement et le ciblage de l'inflation, dans la pratique nombre de ces pays n'ont pas adopté de véritable régime de flottement, selon Carmen Reinhart, de l'université du Maryland. S'inspirant de ses travaux avec Guillermo Calvo, elle note que l'inflation se propage plus vite dans les pays à marché émergent que dans les pays industrialisés, et que les premiers nommés doivent libeller leur dette et leurs opérations de commerce extérieur en monnaie étrangère, ce qui entraîne une peur généralisée du flottement.

La dollarisation et les autres parités fixes ne sont pas la panacée pour les pays en développement, mais M<sup>me</sup> Reinhart est d'avis que leurs avantages sont souvent supérieurs à leurs coûts. En particulier, l'élimination de l'incertitude entourant les fréquentes fluctuations de la monnaie peut stimuler la croissance des marchés de capitaux à long terme. M<sup>me</sup> Reinhart ne pense pas que le rattachement du peso ait provoqué la crise financière actuelle en Argentine : c'est plutôt la politique commerciale, qui aurait dû promouvoir davantage les flux commerciaux avec les États-Unis.

Passant en revue les régimes de change, Jeffrey Frankel, de l'université Harvard, a noté qu'un taux fixe peut accroître notablement les échanges, encourager l'investissement, offrir un ancrage nominal et permettre d'éviter les bulles spéculatives. Un taux flottant, lui, offre une indépendance monétaire, un ajustement automatique aux chocs sur les termes de l'échange et permet d'éviter les attaques spéculatives.

Il est communément admis aujourd'hui, a observé M. Frankel, qu'aucun pays ne peut à la fois s'intégrer totalement aux marchés de capitaux, assurer la stabilité de son taux de change et être indépendant sur le plan monétaire : seuls deux de ces trois objectifs peuvent être atteints simultanément — c'est «la trinité impossible». M. Frankel décèle une certaine tendance, mais il n'a pas encore de bonnes raisons de croire que les régimes intermédiaires sont en voie de disparition.

Les parités ajustables ne sont pas viables pour les pays ouverts aux flux de capitaux internationaux, a noté Stanley Fischer, Premier Directeur général adjoint du FMI, pour qui des considérations d'économie politique sont la principale raison pour laquelle il est difficile d'opter pour des solutions intermédiaires dans la trinité impossible d'un taux fixe, d'une politique monétaire visant des objectifs intérieurs et d'une libéralisation des mouvements de capitaux. Dans le même temps, les expériences nationales montrent que divers flottements dirigés sont viables.

Se référant à l'Argentine, M. Fischer a souligné que les parités fixes sont fort exigeantes, car elles obligent les autorités à faire front à leurs choix réels. Mais l'Argentine ne serait pas en meilleure situation aujourd'hui si elle avait adopté un régime de flottement. Quel que soit le régime choisi, elle aurait dû faire face à son incapacité chronique à mettre de l'ordre dans ses finances publiques.

Selon Robert Flood, du Département des études du FMI, les autorités se retrouvent en difficulté lorsqu'elles utilisent la politique monétaire pour atteindre plus d'un objectif. Même à court terme, elles ont des problèmes si elles utilisent la politique monétaire à des fins autres que de maîtriser le taux de change ou le niveau des prix et cherchent par exemple à atténuer les fluctuations du cycle conjoncturel ou à défendre un système bancaire. Comme les pays n'ont guère de prise sur leurs taux d'intérêt réels à long terme, les problèmes s'accumulent au fil du temps. M. Flood s'est demandé aussi pourquoi nombre de pays appliquant un taux flexible accumulent de plus en plus de réserves. Les modèles de crises financières indiquent que les pays entrent en crise



Carmen Reinhart



Jeffrey Frankel



Robert Flood

lorsqu'ils manquent de réserves internationales, mais ils n'expliquent pas ce que cela signifie exactement.

**Taux flottants en Amérique latine**

C'est une crise qui a poussé certains pays d'Amérique latine à adopter des régimes de change flottant : il y a donc des enseignements intéressants à tirer de leur expérience. Felipe Morandé, économiste en chef de la Banque centrale du Chili, et Alejandro Werner, Directeur des études économiques de la Banque du Mexique, ont expliqué pourquoi leur pays respectif avait adopté un taux flottant et ont tiré les premiers enseignements de cette expérience.

Pourquoi le *Chili* a-t-il attendu jusqu'à septembre 1999 pour laisser flotter sa monnaie? Dans les années 90, et jusqu'à la crise asiatique, les autorités ont appliqué, quoique de manière peu orthodoxe, la parité mobile adoptée dans les années 80 pour promouvoir une croissance tirée par les exportations. Ensuite, les termes de l'échange se sont nettement détériorés, et le coût de l'emprunt et le déficit des transactions courantes ont augmenté notablement. Les autorités ont pris des mesures pour stabiliser la situation, mais une fois le calme rétabli, elles ont choisi de laisser flotter la monnaie. L'objectif était de maintenir l'inflation autour de 3 % à long terme et le flottement offrait aux autorités davantage de flexibilité et de transparence dans la politique monétaire, a expliqué M. Morandé.

Le *Mexique* a décidé de laisser flotter sa monnaie non pas en période de calme, mais au milieu d'une crise grave, a rappelé M. Werner. Le pays avait épuisé ses réserves internationales et, au départ, nombreux étaient ceux qui considéraient le flottement comme une mesure d'urgence jusqu'à ce que les réserves soient reconstituées et qu'une sorte de régime intermédiaire soit établi. Mais on a fini par le considérer comme la meilleure option possible.

Passant en revue l'expérience du Mexique avec un régime fixe ou flottant, M. Werner a noté que le taux de change avait été quatre fois plus instable dans le cadre d'un régime flottant, mais que les réserves et les taux d'intérêt avaient été beaucoup moins instables. Il a indiqué aussi que le Mexique a accumulé des réserves internationales, parce que celles-ci offrent une assurance contre une perte soudaine de l'accès aux marchés de capitaux internationaux et permettent d'éviter des attaques spéculatives contre la dette nationale.

**Assouplissement du régime de change**

Au cours des quinze dernières années, *Israël* a assoupli progressivement son régime de change, sans aller toute-fois jusqu'à opter pour un flottement libre. Aujourd'hui, le taux de change fluctue à l'intérieur d'une bande et l'inflation est ciblée. Selon Gil Bufman, de Tishray Ltd., et Leonardo Leiderman, de la Deutsche Bank, la transition a été agitée et surprenante, ses caractéristiques empiriques n'étant pas celles attendues par la plupart des économistes.

En outre, le régime intermédiaire a eu beaucoup d'effets secondaires négatifs. Il a rendu ambigu le statut de l'objectif d'inflation par rapport à l'objectif de taux de change nominal, nuisant à la crédibilité de l'un et de l'autre, et limité l'efficacité de la politique monétaire pour atteindre l'objectif d'inflation. Étant donné la crédibilité croissante de la politique monétaire en matière de ciblage de l'inflation, combinée aux ajustements importants de la politique budgétaire pendant la deuxième moitié de la dernière décennie, les autorités auraient pu éviter ces effets négatifs, entre autres, en laissant rapidement flotter la monnaie.

Il faut envisager la transition d'un taux fixe à un taux flottant en *Pologne* dans le contexte de l'évolution de la politique monétaire, estime Ryszard Kokoszczyński, de la Banque nationale de Pologne. Comme la plupart des pays en transition, la Pologne a enregistré de l'hyperinflation au début de la transition : la stabilisation était donc une priorité. Le programme de stabilisation utilisait comme ancrage nominal un taux de change fixe. En 1991, les autorités ont abandonné le taux fixe pour une parité mobile vis-à-vis d'un panier de monnaies qui était annoncée à l'avance; en 1995, elles ont adopté une bande de fluctuation mobile avant de laisser flotter la monnaie en l'an 2000.

Dès le début de la transition, la politique monétaire se trouvait face à deux objectifs souvent contradictoires : poursuivre la désinflation et maintenir une position extérieure viable. Le premier de ces objectifs est clair et commun aux pays en transition. Mais le second est plus spécifique à la Pologne : une dette extérieure élevée, héritée essentiellement du régime précédent; de fortes interactions entre le taux de change, le compte des transactions courantes et l'inflation; et une croissance tirée par les importations. Tous ces éléments étaient des obstacles majeurs à une politique macroéconomique visant à influencer sur la balance des paiements. Pour une économie relativement grande et ouverte, comme celle de la Pologne, il y avait tout simplement trop de compromis à court terme entre l'inflation et la position extérieure pour faire d'un objectif intermédiaire une base viable de la politique monétaire. L'adoption du ciblage direct de l'inflation s'est avérée un choix optimal, qui a exigé de passer d'un régime fixe à l'abandon de tout engagement envers un niveau de taux de change nominal, a conclu M. Kokoszczyński.

**En Asie**

Selon Leonardo Hernández, de l'Institut du FMI, et Peter J. Montiel, du Williams College, la crise financière asiatique de 1997-98 a joué un rôle essentiel pour répandre l'idée que les régimes de change intermédiaires allaient disparaître dans les pays en développement. Les pays qui y ont succombé (Indonésie, Corée, Malaisie, Philippines et Thaïlande) ont dû abandonner leur rat-



Felipe Morandé



Alejandro Werner



Gil Bufman



Ryszard Kokoszczyński

tachement de fait et laisser flotter leur monnaie, d'où de nettes fluctuations de leur valeur.

Cependant, au lendemain de la crise, plusieurs de ces pays semblent en revenir à des pratiques semblables à celles d'avant la crise, à savoir stabiliser leur monnaie par rapport au dollar américain sans adopter aucun des mécanismes nécessaires pour assurer un ancrage rigide. Les observateurs s'inquiètent de ce qu'un ancrage souple rende ces pays vulnérables à une crise semblable à celle de 1997-98. Les deux intervenants ont noté que ces régimes d'après crise ont été jugés viables par les marchés et que, en particulier dans les pays qui ont évité l'instabilité politique, ils sont allés de pair avec de solides résultats macroéconomiques.

Il se peut que ces effets positifs soient propres à la période d'après crise et ne soient pas optimaux à long terme. En particulier, ils constituent peut-être un pis-aller face à la persistance de plusieurs distorsions intérieures importantes. À mesure que ces distorsions sont atténuées, sous l'effet, par exemple, de la réforme en cours du secteur bancaire et des entreprises, il faudra modifier en conséquence la politique de change, selon MM. Hernández et Montiel.

L'enseignement à tirer par les pays asiatiques (à l'exception de la Malaisie) après la crise est qu'il existe des régimes de change intermédiaires et que la gestion active du taux de change est non seulement possible dans la situation internationale actuelle, mais peut-être même souhaitable, en fonction des circonstances propres au pays concerné.

### Caisses d'émission

En Argentine, la caisse d'émission a donné de bons résultats de 1991, date de sa mise en place, à 1998, selon Guillermo Escudé, qui a présenté un document rédigé avec Andrew Powell, son collègue à la Banque centrale de l'Argentine. Depuis 1998, cependant, une série de chocs intérieurs et extérieurs a plongé l'économie argentine dans ce qui est appelé «la longue récession». La durée de celle-ci rend plus urgent encore le débat sur les avantages et la viabilité du régime monétaire actuel.

Du côté positif, depuis la mise en place de la caisse d'émission, l'Argentine a réalisé la désinflation grâce à l'ancrage du taux de change, a renforcé son secteur financier grâce à une solide politique prudentielle et a remonétisé son économie après quarante ans de démonétisation. Du côté négatif, la dévaluation de la monnaie brésilienne en janvier 1999 a pesé lourdement sur

les exportations manufacturières non agricoles de l'Argentine, témoignant de la vulnérabilité du rattachement au dollar américain s'il va de pair avec une hausse des échanges avec le Brésil.

Un effet secondaire notable du processus de réforme est le niveau très élevé du chômage. Selon M. Escudé, le régime de change fixe contribue à la persistance d'un chômage élevé en éliminant la variabilité du taux de change et donc l'une des sources fondamentales de la variabilité des prix et, partant, de la flexibilité des salaires nominaux.

La tendance actuelle de l'opinion en Argentine est que les coûts de l'abandon de la politique monétaire et du maintien de la caisse d'émission ne sont pas encore supérieurs aux avantages qui en découlent.

Pendant toute l'histoire de la RAS de Hong Kong, un taux de change fixe fut la norme plutôt que l'exception, selon Priscilla Chiu, de l'Autorité monétaire de Hong Kong. En fait, le dollar de Hong Kong n'a flotté que pendant neuf ans, de 1974 à 1983.

La cause immédiate de l'effondrement du régime de change flottant, a expliqué M<sup>me</sup> Chiu, fut l'incertitude entourant la transition politique de Hong Kong. Pour rétablir la confiance, les autorités ont décidé d'établir une parité fixe de 7,80 dollars de Hong Kong pour un dollar américain. Cependant, un élément important de la politique monétaire (les certificats d'endettement) n'a jamais été transféré à l'État et est resté sous le contrôle du secteur privé. Sur les marchés des changes, le taux de change a continué d'être déterminé par l'offre et la demande. La crise asiatique de 1998 a mis la parité fixe à rude épreuve et, en septembre 1998, l'Autorité monétaire de Hong Kong s'est engagée explicitement à défendre la parité et a accru la transparence des opérations de la caisse d'émission.

Depuis l'adoption de la parité fixe, l'économie se porte bien, a noté M<sup>me</sup> Chiu. La parité fixe repose sur la flexibilité de l'économie, un système financier solide, la prudence budgétaire et l'abondance des réserves en devises. En dépit des solides résultats enregistrés en l'an 2000, cependant, la RAS de Hong Kong fait face à des dangers propres à une petite économie ouverte qui ne réglemente pas les opérations de change, à savoir qu'elle est exposée à la volatilité des flux de capitaux et aux effets d'un net ralentissement de l'économie mondiale.

En juin 1992, en plein effondrement de la zone rouble et pendant une période de turbulences politiques, l'Estonie a mis en place une caisse d'émission dans le cadre d'une vaste réforme économique et politique. Peter Lõhmus, anciennement à la Banque d'Estonie, a noté que la caisse d'émission a joué un rôle très important dans le processus de stabilisation et est considérée comme la pierre angulaire de la poursuite du développement, en particulier en vue de l'accession du pays à l'Union économique et monétaire européenne.



Leonardo Hernández



Peter J. Montiel



Guillermo Escudé



Priscilla Chiu

**Photographies :** Fabrizio Bensch (Reuters), page 117; Arnd Wiegmann (Reuters), page 119; Denio Zara, Padraic Hughes, Pedro Márquez et Michael Spilotro (FMI), pages 117-119, 121-126 et 129; et Agence monétaire de l'Arabie Saoudite, pages 131-132.



Peter Lõhmus

La caisse d'émission reste la meilleure option, même si les priorités ont changé. Elle a permis à l'Estonie de stabiliser les prix et a prouvé sa solidité lors des crises asiatique et russe. Néanmoins, les autorités doivent être conscientes de certains problèmes, a noté M. Lõhmus. En particulier, l'Estonie étant une petite économie ouverte, son taux de change est exposé à l'instabilité. En outre, la convergence des prix a conduit à une inflation plus élevée que dans les pays appliquant un taux flexible. Enfin, il se peut que le «calme extérieur» résultant de la parité fixe masque des faiblesses à long terme.

### Conclusion

Résumant les débats, M. Leiderman a noté que l'ardeur des intervenants et le large éventail des expériences nationales ont démontré clairement que les universitaires et les décideurs ne sont pas prêts de s'accorder sur un régime de change idéal, mais il est heureux de ces divergences d'opinions. Citant Larry Summers, ancien Secrétaire au Trésor américain, qui a déclaré un jour que «toutes les bonnes nouvelles sont temporaires et toutes les mauvaises nouvelles sont permanentes», M. Leiderman a conseillé de ne pas avoir de préjugés. Si



Leonardo Leiderman

### Évaluation des garde-fous . . .

## Un système d'évaluation renforcé pour contrôler l'utilisation des ressources du FMI

**E**n mars 2000, le Conseil d'administration du FMI a décidé de renforcer les garde-fous permettant de contrôler l'utilisation des ressources financières mises à la disposition des pays membres. Il s'agissait notamment d'évaluer les garde-fous mis en place par les banques centrales des pays membres. Lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en 2000, le Comité financier et monétaire international (CMFI) a approuvé la nouvelle politique d'évaluation des garde-fous et a insisté sur l'application énergique du système renforcé (voir *Bulletin du FMI*, 16 octobre 2000, page 314).

Le système renforcé vise à compléter la conditionnalité, l'assistance technique et les autres moyens qui ont généralement assuré l'utilisation appropriée des ressources financières du FMI. Les évaluations des garde-fous, qui sont devenues opérationnelles en juillet 2000, visent à donner au FMI des assurances raisonnables que les systèmes d'information et de contrôle d'une banque centrale sont appropriés pour gérer leurs ressources, y compris les décaissements du FMI. Ces évaluations portent sur les banques centrales, car celles-ci sont généralement les bénéficiaires des décaissements du FMI.

### Contexte

En 1999, plusieurs cas de communication de données inexacts et des allégations de détournement des ressources du FMI ont amené le Comité intérimaire (aujourd'hui CMFI) à demander au FMI d'examiner ses

l'opinion actuelle semble favorable aux solutions extrêmes, il pense qu'il serait prudent de ne pas enterrer trop vite les solutions intermédiaires.

Il est simplement trop tôt pour prononcer un jugement final, a-t-il déclaré. Nous pouvons peut-être comparer la peur du flottement perçue dans les pays en développement avec l'instabilité des bébés lorsqu'ils commencent à marcher. M. Leiderman a souligné aussi que beaucoup d'éléments, dont la politique, entrent dans le choix d'un régime de change.

Si l'expérience de l'Espagne et de l'Italie doit servir de modèle pour les pays en développement, ce qui constitue un régime approprié variera au fil du temps. Le Chili et le Mexique, entre autres, semblent déjà suivre cet exemple, du moins jusqu'à un certain point. Quant au Canada, qui semble être un candidat naturel à une union monétaire, il semble bien se porter sans être membre d'une quelconque union. En conclusion, ne soyons pas dogmatiques et poursuivons nos recherches. ■

Le texte des documents présentés lors de ce séminaire est disponible à l'adresse : [www.imf.org/external/pubs/ft/seminar/2001/err/eng/index.htm](http://www.imf.org/external/pubs/ft/seminar/2001/err/eng/index.htm).

procédures et ses méthodes de contrôle, afin de renforcer les garde-fous permettant de contrôler l'utilisation de ses ressources. Un groupe d'experts externes a fourni au Conseil d'administration une évaluation indépendante des propositions des services du FMI concernant l'évaluation des garde-fous. Ce groupe comprenait six experts de régions géographiques et de compétences diverses : Michèle Caparello, Directrice de l'audit interne à la Banque centrale européenne, présidente du groupe; Jeremy Foster, Chef des services des banques centrales à PricewaterhouseCoopers; Eduardo Grinberg, Président de la Cour des comptes de la province de Buenos-Aires; Suparut Kawatkul, Directeur général au Ministère des finances de la Thaïlande; M. R. Rasheed, Vice-Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, et Lynn Turner, Comptable principal à la Commission américaine des valeurs mobilières et des opérations boursières. Ce groupe a fait plusieurs recommandations et a conclu à l'unanimité que les propositions des services du FMI constituaient «un système approprié et utile en vue de renforcer les garde-fous permettant de contrôler l'utilisation des ressources du FMI». Bien entendu, les évaluations des garde-fous ne permettront pas d'éviter les détournements de ressources si les contrôles sont délibérément court-circuités ou les données manipulées.

Ces évaluations portent sur cinq éléments du contrôle et de la gestion au sein d'une banque centrale (regroupés sous l'acronyme ELRIC en anglais) : méca-

nisme d'audit externe, structure juridique et indépendance de la banque centrale, pratiques d'information financière, mécanisme d'audit interne et système des contrôles internes. Ce cadre de référence est tiré du code du FMI sur les bonnes pratiques pour la transparence des politiques monétaire et financière et utilise comme référence les normes comptables internationales, les normes internationales d'audit et les normes du FMI pour la diffusion des données.

## Application

L'évaluation des garde-fous s'applique à tous les pays ayant conclu un accord prévoyant l'utilisation des ressources du FMI qui a été approuvé après le 30 juin 2000. Les pays membres ayant conclu un accord avant cette date sont soumis à une procédure transitoire. Ils sont tenus de démontrer l'adéquation d'un seul élément, à savoir que leur banque centrale publie des états financiers annuels soumis à un audit externe indépendant et conforme aux normes universelles.

Le Département de la trésorerie du FMI est chargé de l'application des évaluations des garde-fous, qui se fait en deux étapes. La première est une évaluation préliminaire, par les services du FMI au siège, de l'adéquation du système de garde-fous de la banque centrale, sur la base d'un examen des documents fournis par les autorités et, si nécessaire, d'entretiens avec les auditeurs externes de la banque centrale. Un rapport confidentiel qui identifie les vulnérabilités du système de garde-fous de la banque centrale, ainsi que les mesures correctrices proposées par les services du FMI, est préparé pour examen par la direction du FMI. Si besoin est, une deuxième évaluation est effectuée sur place, afin de confirmer ou de modifier les conclusions préliminaires

de la première étape et de convenir de mesures correctrices appropriées avec la banque centrale. Des équipes pluridisciplinaires emmenées par les services du FMI et comprenant des experts externes conduisent ces évaluations. Le rapport confidentiel final est examiné avec la banque centrale et inclut leur réaction officielle. Les conclusions et les mesures correctrices arrêtées sont transmises au Conseil d'administration du FMI.

## Premiers résultats

L'application de la politique des garde-fous a conduit à prendre davantage en considération les questions de transparence et de gestion dans les opérations des banques centrales, ce qui, espérons-le, permettra d'améliorer l'efficacité globale des garde-fous utilisés par les banques centrales. Par exemple, au moins dix banques centrales ont nommé récemment pour la première fois, ou sont en train de le faire, des auditeurs externes indépendants. Il s'agit des banques centrales de l'Albanie, du Brésil, du Cambodge, de la Croatie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Pérou, de la Roumanie, de la Turquie et de la République fédérale de Yougoslavie, ainsi que de la Banque des États de l'Afrique centrale. Plusieurs de ces nominations sont le résultat direct des évaluations des garde-fous et plusieurs banques centrales ont sollicité les conseils du FMI en la matière.

Il ressort des premiers rapports rédigés que les évaluations des garde-fous sont utiles en vue de réduire la possibilité de communication de données inexacts et de mieux faire comprendre aux agents des banques centrales la nécessité de protéger les ressources des banques centrales contre des détournements, en particulier dans le domaine des réserves de change. Bien que l'échantillon soit trop petit pour confirmer une ten-

## En anglais sur le site Web ([www.imf.org](http://www.imf.org))

### Communiqués de presse

01/12 : Vietnam : accord FRPC de 368 millions de dollars, 6 avril

### Notes d'information

01/32 : Pakistan : crédit de 133 millions de dollars, 30 mars

01/33 : le FMI salue l'adoption du ciblage de l'inflation par la Norvège, 30 mars

01/34 : le FMI sollicite des commentaires sur l'allègement et le recentrage de sa conditionnalité, 9 avril

01/35 : Tadjikistan : revue du troisième programme annuel FRPC, 12 avril

### Transcriptions

Conférence de presse de Thomas Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 10 avril

### Notes d'information au public (NIP)

01/32 : Sainte-Lucie, 29 mars

01/33 : Bulgarie, 3 avril

01/34 : Pologne, 10 avril

01/35 : Oman, 11 avril

01/36 : Colombie, 12 avril

### Discours

Horst Köhler, Directeur général du FMI, «Les défis de la mondialisation et le rôle du FMI», Deutsche Bundestag, Berlin, 2 avril (voir page 117)

### Lettres d'intention et mémorandums de politiques économique et financière\*

Brésil, 29 mars                      Pakistan, 30 mars

Colombie, 30 mars                  Ouganda, 2 avril

### Divers

Suivi des dépenses de lutte contre la pauvreté dans les pays pauvres très endettés, Département des finances publiques du FMI et Réseau de la Banque mondiale pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique, 27 mars\*

Examen de l'expérience du FMI dans les questions de gestion publique, Département de l'élaboration et des politiques du FMI, 28 mars\*

Bulletin des études du FMI, mars 2001, 2 avril

Politique macroéconomique et réduction de la pauvreté : chapitre 6 révisé du guide pour les DSRP, 6 avril\*

Activités financières du FMI, 6 avril

Ressources financières et position de liquidité du FMI, 10 avril

\* Date de l'affichage.

dance, les conclusions récurrentes de ces évaluations sont notamment l'absence de rapprochement entre les états financiers vérifiés et les données économiques utilisées dans le suivi des programmes appuyés par le FMI; un contrôle insuffisant des conseils d'administration des banques centrales sur les processus de contrôle, d'audit et d'information financière; et, plus globalement, une information financière inappropriée. En général, les agents des banques centrales se sont montrés réceptifs aux conclusions des évaluations et ont

adopté les recommandations des services du FMI. Dans certains cas, les banques centrales ont entrepris une analyse plus détaillée de leurs garde-fous déjà en place en réaction à l'initiative du FMI.

Vers la fin de 2001, le Conseil d'administration du FMI examinera le système d'évaluation et l'ensemble de cette nouvelle politique, avec l'aide d'un groupe d'experts externes. ■

Chris Hemus

Unité d'évaluation des garde-fous, Département de la trésorerie

### Les pays membres

«achètent» la monnaie d'autres membres, ou des DTS, à l'aide d'un montant équivalent de leur propre monnaie.

## Accords du FMI au 31 mars

Pays membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Total approuvé	Solde non tiré
(Millions de DTS)				
<b>Accords de confirmation</b>				
Argentine <sup>1</sup>	10 mars 2000	9 mars 2003	10.585,50	6.751,19
Bosnie-Herzégovine	29 mai 1998	29 mai 2001	94,42	13,99
Brésil <sup>1</sup>	2 déc. 1998	1 <sup>er</sup> déc. 2001	10.419,84	2.550,69
Croatie	19 mars 2001	18 mai 2002	200,00	200,00
Équateur	19 avr. 2000	18 avr. 2001	226,73	113,38
Estonie	1 <sup>er</sup> mars 2000	31 août 2001	29,34	29,34
Gabon	23 oct. 2000	22 avr. 2002	92,58	79,36
Lettonie	10 déc. 1999	9 avr. 2001	33,00	33,00
Lituanie	8 mars 2000	7 juin 2001	61,80	61,80
Nigéria	4 août 2000	3 août 2001	788,94	788,94
Pakistan	29 nov. 2000	30 sept. 2001	465,00	210,00
Panama	30 juin 2000	29 mars 2002	64,00	64,00
Papouasie-Nouvelle-Guinée	29 mars 2000	28 mai 2001	85,54	56,66
Pérou	12 mars 2001	11 mars 2002	128,00	128,00
Turquie <sup>1</sup>	22 déc. 1999	21 déc. 2002	8.676,00	4.742,90
Uruguay	31 mai 2000	31 mars 2002	150,00	150,00
<b>Total</b>			<b>32.100,69</b>	<b>15.973,25</b>
<b>Accords élargis de crédit</b>				
Bulgarie	25 sept. 1998	24 sept. 2001	627,62	52,32
Colombie	20 déc. 1999	19 déc. 2002	1.957,00	1.957,00
Indonésie	4 févr. 2000	31 déc. 2002	3.638,00	2.786,85
Jordanie	15 avr. 1999	14 avr. 2002	127,88	91,34
Kazakhstan	13 déc. 1999	12 déc. 2002	329,10	329,10
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	29 nov. 2000	28 nov. 2003	24,12	22,97
Ukraine	4 sept. 1998	15 août 2002	1.919,95	1.017,73
Yémen	29 oct. 1997	28 oct. 2001	72,90	26,40
<b>Total</b>			<b>8.696,57</b>	<b>6.283,71</b>
<b>Accords FRPC</b>				
Albanie	13 mai 1998	31 juil. 2001	45,04	4,71
Bénin	17 juil. 2000	16 juil. 2003	27,00	16,16
Bolivie	18 sept. 1998	17 sept. 2001	100,96	56,10
Burkina Faso	10 sept. 1999	9 sept. 2002	39,12	22,35
Cambodge	22 oct. 1999	21 oct. 2002	58,50	33,43
Cameroun	21 déc. 2000	20 déc. 2003	111,42	95,50
Djibouti	18 oct. 1999	17 oct. 2002	19,08	13,63
Éthiopie	22 mars 2001	21 mars 2004	86,90	69,52
Gambie	29 juin 1998	28 juin 2001	20,61	6,87
Géorgie	12 janv. 2001	11 janv. 2004	108,00	90,00
Ghana	3 mai 1999	2 mai 2002	191,90	120,85
Guinée-Bissau	15 déc. 2000	14 déc. 2003	14,20	9,12
Guyana	15 juil. 1998	14 juil. 2001	53,76	28,88
Honduras	26 mars 1999	25 mars 2002	156,75	64,60
Kenya	4 août 2000	3 août 2003	190,00	156,40
Lesotho	9 mars 2001	8 mars 2004	24,50	21,00
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	29 nov. 2000	28 nov. 2003	10,34	8,61
Madagascar	1 <sup>er</sup> mars 2001	29 févr. 2004	79,43	68,08
Malawi	21 déc. 2000	20 déc. 2003	45,11	38,67
Mali	6 août 1999	5 août 2002	46,65	33,15
Mauritanie	21 juil. 1999	20 juil. 2002	42,49	24,28
Moldova	15 déc. 2000	14 déc. 2003	110,88	92,40
Mozambique	28 juin 1999	27 juin 2002	87,20	33,60
Nicaragua	18 mars 1998	17 mars 2002	148,96	33,64
Niger	14 déc. 2000	21 déc. 2003	59,20	50,74
République Centrafricaine	20 juil. 1998	19 juil. 2001	49,44	24,96
République kirghize	26 juin 1998	25 juin 2001	73,38	28,69
Rwanda	24 juin 1998	23 juin 2001	71,40	19,04
São Tomé-et-Principe	28 avr. 2000	28 avr. 2003	6,66	4,76
Sénégal	20 avr. 1998	19 avr. 2001	107,01	28,54
Tadjikistan	24 juin 1998	24 déc. 2001	100,30	34,02
Tanzanie	31 mars 2000	30 mars 2003	135,00	75,00
Tchad	7 janv. 2000	7 janv. 2003	36,40	26,00
Yémen	29 oct. 1997	28 oct. 2001	264,75	94,75
Zambie	25 mars 1999	28 mars 2003	254,45	224,45
<b>Total</b>			<b>2.976,79</b>	<b>1.752,50</b>
<b>Grand total</b>			<b>43.774,05</b>	<b>24.009,46</b>

<sup>1</sup>Y compris les montants au titre de la facilité de réserve supplémentaire.

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : FMI, Département de la trésorerie.

Conférence en l'honneur d'Assaf Razin . . .

## Perspectives de l'économie mondiale, crises financières et mobilité des capitaux

Assaf Razin écrit sur les promesses et les dangers de l'intégration économique internationale depuis plus de trente ans, c'est-à-dire bien avant que la mondialisation soit à la mode. Il a fêté ses soixante ans cette année et ses collègues, collaborateurs et amis, ont organisé une conférence en son honneur à Tel-Aviv les 25 et 26 mars dernier.

Jacob Frenkel (Merrill Lynch International), Leonardo Leiderman (Deutsche Bank), Paul Krugman (université de Princeton) et Anne Krueger (université de Stanford) ont présenté des évaluations hautes en couleur et parfois contradictoires des perspectives de l'économie mondiale. M. Krugman a aussi décrit à quoi pourrait ressembler la prochaine génération de crises financières. Andrew Rose (université de Californie, Berkeley) a analysé la défense d'une parité fixe à l'aide des taux d'intérêt, et Barry Eichengreen (université de Californie, Berkeley) et Charles Wyplosz (Institut universitaire de hautes études internationales) ont évalué les effets de la libéralisation des mouvements de capitaux sur la croissance.

### Perspectives de l'économie mondiale

M. Frenkel a lancé le débat sur les perspectives de l'économie mondiale par une évaluation optimiste des perspectives américaines pour 2001-02. Il a noté que l'économie américaine est en meilleure santé qu'elle ne le semble. Si le ralentissement ressemble à une récession, c'est en raison du net contraste avec la forte croissance des années précédentes. M. Frenkel prévoit que les États-Unis éviteront facilement la récession cette année. Les dépenses de consommation ont commencé à re-

bondir, les constructions de logements restent robustes et la productivité continue de progresser. Selon M. Frenkel, les révisions à la baisse des prévisions pour l'économie américaine s'expliquent dans une certaine mesure par des facteurs psychologiques, les prévisionnistes réagissant au net repli des cours boursiers. Ces réactions sont excessives en regard des principaux indicateurs de l'économie américaine, notamment de l'évolution probable des politiques monétaire et budgétaire.

Plus pessimiste, M. Leiderman juge que l'économie américaine est en récession et que les perspectives de croissance pour 2002 sont moroses elles aussi. À l'appui de ses prévisions, M. Leiderman a cité le ralentissement de toutes les composantes de la demande intérieure et l'indice des indicateurs économiques avancés.

Les prévisions de M. Krugman pour l'économie américaine sont plus proches de celles de M. Leiderman. Tout en convenant avec M. Frenkel que les résultats du côté de l'offre ont été solides, M. Krugman a noté que cela ne protégeait pas un pays du cycle conjoncturel, comme le démontrent les débâcles économiques qui ont suivi la croissance vigoureuse des États-Unis dans les années 20 et du Japon dans les années 80. Comme alors, la forte croissance américaine de ces dernières années s'est accompagnée d'une bulle financière et d'une surabondance de mauvais investissements. M. Krugman a aussi remis en question la rhétorique qui entoure les techniques de gestion des stocks en flux tendus, se demandant ce qui justifie la forte accumulation de stocks de biens manufacturés si ces techniques fonctionnent comme ses partisans le prétendent.

### Assaf Razin

Comme d'autres spécialistes israéliens itinérants, Assaf Razin a combiné une carrière universitaire dans son pays, à l'université de Tel-Aviv, et des postes temporaires dans plusieurs institutions américaines et européennes, y compris plusieurs passages comme expert invité au FMI. Lors de la conférence organisée en son honneur, M. Razin a résumé brièvement les points forts de son illustre carrière, au cours de laquelle il a écrit une douzaine de livres, en a édité une douzaine d'autres et a publié plus de cent articles.

Il a observé qu'un document refusé en 1975 l'avait conduit à écrire son premier livre sur la mondialisation, un sujet qui le fascine encore aujourd'hui. Dans *A theory of International Trade Under Uncertainty*, rédigé avec Elhanan Helpman, il notait qu'au fil de l'intégration des marchés de capitaux, les pays tendraient à se spécialiser en fonction de leurs avantages comparatifs. Il a continué d'explorer les implications de l'intégration mondiale dans trois autres livres. Dans *Fiscal Policy*

*in an Integrated World Economy: An Intertemporal Approach*, rédigé avec Jacob Frenkel en 1987, il a examiné la dynamique du compte des transactions courantes dans un monde où les prix sont flexibles. Dans *International Taxation*, rédigé avec MM. Frenkel et Efraim Sadka, il a examiné les contraintes que la mondialisation impose à la conduite des politiques budgétaires (le principal problème étant, selon lui, la concurrence éffrénée entre les fiscaux nationaux dans un marché fiscal sans frontières). Plus récemment, dans *Labor, Capital, and Finance: International Flows*, rédigé avec M. Sadka, il a analysé les effets secondaires (positifs et négatifs) de la mondialisation.

Notant que, dans la tradition juive, chacun vit jusqu'à 120 ans, M. Razin a déclaré que cette conférence organisée pour son sixtième anniversaire constituait «une pause agréable entre deux semestres». Il a regretté que ses parents ne soient pas présents : «mon père aurait aimé entendre tous ces éloges et ma mère aurait tout cru», plaisanta-t-il.



Jacob Frenkel



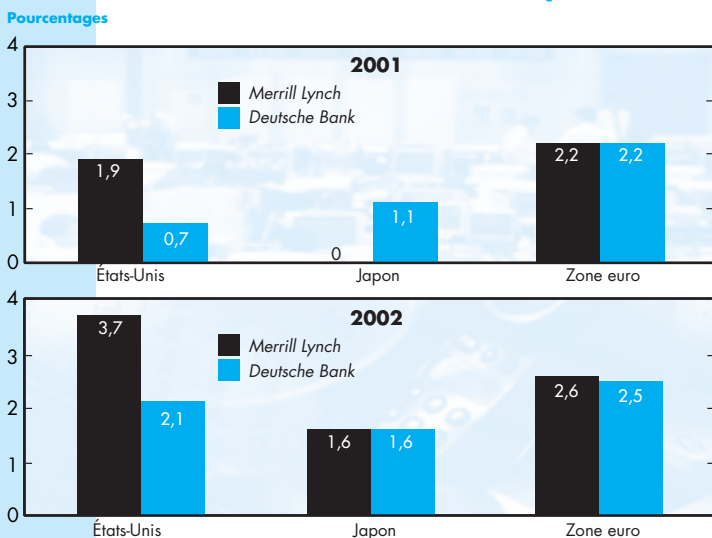
Paul Krugman



Assaf Razin

M. Leiderman et M<sup>me</sup> Krueger ont examiné l'effet probable du ralentissement de l'économie américaine sur les autres pays. M. Leiderman a noté que le ralentissement de la croissance des importations américaines à 2 %, selon les estimations, pour 2001 — bien

### Prévisions de croissance du secteur privé



Sources : Merrill Lynch et Deutsche Bank.

en deçà des 15 % de ces dernières années — aurait comme prévu un effet défavorable sur le Mexique et nombre de pays asiatiques. M<sup>me</sup> Krueger a averti que ce ralentissement pourrait bien aussi provoquer une montée du protectionnisme américain, notant que les pressions protectionnistes n'avaient pas diminué en dépit de la forte croissance de ces dernières années. Les différends commerciaux existants, comme celui sur les importations américaines de bois tendre canadien, mettront à l'épreuve le credo libre-échangiste de l'administration Bush, a noté M<sup>me</sup> Krueger.

### Crises financières

Dans un document intitulé «Crises: The Next Generation?», M. Krugman offre un historique des travaux sur les crises financières, notant qu'il est décourageant de constater que chaque vague de crises a donné lieu à un nouveau style de modèle qui permet de comprendre la crise *a posteriori*. Il a donc cherché à anticiper en décrivant à quoi pourrait ressembler la prochaine (la quatrième) génération de modèles.

Selon M. Krugman, il se peut que la prochaine génération de crises porte non pas sur les monnaies, mais bien sur les prix des actifs de manière plus générale. Les mécanismes d'attaques spéculatives et le pessimisme «agissant» identifiés dans les modèles de crises monétaires s'appliquent aussi aux marchés boursiers. Dans les modèles de crises monétaires, une dévaluation désordonnée de la monnaie accroît la valeur des créances des entreprises en devises, ce qui réduit leur valeur nette et les forcent à comprimer leur investissement. De même, estime M. Krugman, une baisse de la confiance (par exemple en raison de l'éclatement d'une

bulle technologique ou d'une crise politique) entraîne un net recul des prix des actifs, qui réduit la valeur nette des entreprises et les force à comprimer leur investissement. Ce repli de l'investissement justifie la chute des prix des actifs et la baisse de la confiance. Selon M. Krugman, un scénario de ce type explique une partie des problèmes actuels du Japon; par ailleurs, il ne faut pas ignorer les chances qu'un tel scénario se matérialise aux États-Unis, même si elles sont probablement très faibles.

M. Krugman a noté que tant dans les modèles des crises monétaires récentes que dans ceux de la prochaine génération, les possibilités d'action sont généralement assez dures à avaler. Dans les crises monétaires, il s'agit par exemple de relever les taux d'intérêt pour limiter la dévaluation de la monnaie, puis de les abaisser progressivement une fois la confiance rétablie. Dans un document rédigé avec Robert Flood (FMI), M. Rose présente des données empiriques, fondées sur un échantillon de vingt-trois pays pendant les années 90, qui semblent indiquer que les relèvements de taux d'intérêt ont aidé à défendre les monnaies.

### Mobilité des capitaux et croissance

Bien que la théorie économique prévoit que la mobilité des capitaux devrait avoir des effets favorables sur la croissance, les données ne sont pas très parlantes à ce sujet, selon MM. Eichengreen et Wyplosz. Dans un document rédigé avec Carlos Arteta, ils ont passé en revue les travaux réalisés sur l'impact de la libéralisation des mouvements de capitaux sur la croissance et ont indiqué que les conclusions sont non seulement contradictoires, mais dépendent aussi des pays et de la période considérés, ainsi que de la méthode économétrique utilisée. Leurs propres recherches étayent l'idée selon laquelle l'échelonnement de la réforme détermine les effets de la libéralisation des mouvements de capitaux, mais ils avertissent qu'il faut mieux comprendre le comment et le pourquoi de ce phénomène. ■

Prakash Loungani

FMI, Département des relations extérieures



Anne Krueger

### Utilisation des ressources du FMI (Millions de DTS)

	Mars 2001	Janvier-mars 2001	Janvier-mars 2000
Compte des ressources générales	163,80	3.499,58	1.166,52
Accords de confirmation	105,00	3.440,78	906,52
FRS	0,00	2.349,57	0,00
Accords élargis de crédit	58,80	58,80	260,00
MFC	0,00	0,00	0,00
FRPC	94,86	167,29	86,81
Total	258,66	3.666,87	1.253,33

FRS = facilité de réserve supplémentaire  
MFC = mécanisme de financement compensatoire  
FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance  
Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.  
Source : FMI, Département de la trésorerie.

## Comment améliorer les statistiques de balance des paiements dans les pays du Golfe

En collaboration avec l'Agence monétaire de l'Arabie Saoudite (SAMA), le Département des statistiques du FMI a organisé un cours de formation en statistiques de balance des paiements à Riyad du 27 janvier au 15 février. Ce cours était destiné aux pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à savoir le Royaume d'Arabie Saoudite, le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis. Les trente-deux participants étaient des agents de banque centrale de chacun des pays du CCG, des utilisateurs de statistiques de balance des paiements de la SAMA et de ministères de l'Arabie Saoudite, ainsi que des membres du Secrétariat du CCG. Le cours s'est tenu à l'Institut bancaire de la SAMA, qui a offert son appui logistique et administratif.

Dans le cadre de son programme d'assistance technique, le FMI organise aussi des programmes de formation régionaux pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en coopération avec le Fonds monétaire arabe à Abu Dhabi. Le plus récent cours sur la méthode d'établissement de la balance des paiements s'est déroulé en septembre 2000.

### Formation pratique

En collaboration avec M. Abdulrahman Al-Hamidy, Directeur général du Département des études et des statistiques de la SAMA, le FMI a axé le cours sur les



De gauche à droite, Bayder Gurgun, Quazi Hafiz, John Motala, Muhammad Al-Jasser et Abdullatif M. Ghaiith.

questions statistiques qui intéressent les pays du CCG, en mettant l'accent sur la formation pratique et les besoins particuliers de la région en matière de données.

M. Muhammad Al-Jasser, Vice-Gouverneur de la SAMA, a souligné qu'il importe de disposer de statistiques de balance des paiements ponctuelles, exactes et détaillées tant pour la formulation de la politique économique intérieure que dans le contexte mondial. Au lendemain des crises financières de la fin des années 90, a-t-il noté, la nécessité d'une surveillance internationale a pris plus d'importance. À cet effet, tous les pays doivent établir des statistiques de balance des paiements conformément, dans la mesure du possible, aux concepts, à la méthode et au format qui figurent dans la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI, afin

### Publications récentes

#### Working Papers (documents de travail, 10 \$)

- 01/26: *A Cointegration Analysis of Broad Money Demand in Cameroon*, Jean-Claude Nachega
- 01/27: *Sustaining Fixed Exchange Rates—A Model with Debt and Institutions*, Alexander Pitt
- 01/28: *Euro-Area Banking at the Crossroads*, Agnes Belaisch, Laura Kodres, Joaquim V. Levy, and Angel Ubide
- 01/29: *What Drives Contagion—Trade, Neighborhood, or Financial Links?* Leonardo F. Hernández and Rodrigo O. Valdes
- 01/30: *In Search of Coincident and Leading Indicators of Economic Activity in Argentina*, Alejandro Simone
- 01/31: *Inflation Targeting in the Context of IMF-Supported Adjustment Programs*, Mario I. Blejer, Alfredo M. Leone, Pau Rabanal, and Gerd Schwartz

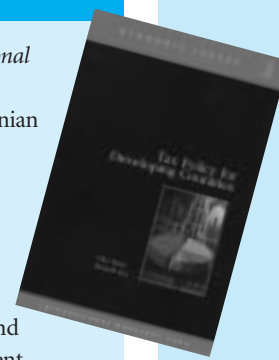
- 01/32: *Human Capital Convergence—International Evidence*, Randa Sab and Stephen C. Smith
- 01/33: *Africa's Trade Revisited*, Arvind Subramanian and Natalia Tamirisa

#### IMF Staff Country Reports (Rapports sur les pays membres, 15 \$)

- 01/51: Peru: Selected Issues
- 01/52: Greece: 2000 Article IV Consultation
- 01/53: Bulgaria: 2000 Article IV Consultation and Fifth Review Under the Extended Arrangement
- 01/54: Bulgaria: Selected Issues and Statistical Appendix
- 01/55: Australia: Selected Issues and Statistical Appendix

#### Economic Issues (Dossiers économiques, gratuit)

- No. 27: *Tax Policy for Developing Countries*, Vito Tanzi and Howell Zee



Vous pouvez vous procurer ces publications en vous adressant à : IMF Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

Vous trouverez sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org) des informations en anglais concernant le FMI. Le site [www.imf.org/external/fre/index.htm](http://www.imf.org/external/fre/index.htm) propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.



Ian S. McDonald  
Rédacteur en chef  
Sara Kane · Sheila Meehan  
Elisa Diehl  
Rédactrices

Philip Torsani  
Maquettiste/Graphiste

**Édition française**

Division française  
Bureau des services linguistiques

Marc Servais  
Traduction

V. Andrianifahanana  
Corrections & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est publié également en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 23 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, de même que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (sixième édition). Les articles du *Bulletin* peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org). Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars E.U. pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org).

d'accroître la transparence et de faciliter les comparaisons internationales.

Des représentants du Département des statistiques du FMI ont passé en revue la méthode d'établissement des statistiques prévue par le *Manuel*. En complément, le cours comprenait six ateliers consacrés à l'établissement des statistiques de balance des paiements et six autres séances où les participants ont partagé leurs expériences nationales respectives. Ils ont particulièrement apprécié ces ateliers et séances complémentaires, qui se sont déroulés en petits groupes.

Il est apparu lors de ces séances sur les pratiques nationales que l'un des problèmes de l'établissement des statistiques de balance des paiements est l'absence, dans plusieurs de ces pays, d'une tradition de collecte de données à l'aide d'enquêtes, en particulier sur les transactions financières d'institutions non financières privées. À cet égard, les services du FMI ont signalé que les statistiques bancaires internationales établies par la Banque des règlements internationaux (BRI) pourraient être une source de données sur les flux de capitaux privés, notamment les dépôts du secteur non bancaire à l'étranger et les emprunts auprès des banques à l'étranger. Ces statistiques se fondent sur les données fournies chaque trimestre à la BRI par les créanciers dans les vingt-huit pays déclarants. Les participants ont aussi évoqué les méthodes d'enquête et les procédés qui permettent d'améliorer le taux de réponse dans les enquêtes auprès des entreprises.

Pour faciliter l'interaction pendant le cours, les participants avaient soumis à l'avance au Département des statistiques des questions sur les méthodes d'estimation. Ils ont formulé ces questions en fonction de leurs problèmes spécifiques, en particulier dans les domaines des sources de données et de la collecte de données à l'aide d'enquêtes. En outre, les participants ont demandé des clarifications sur la classification de certaines transactions conformément au *Manuel*.

Les services du FMI ont examiné la méthode d'établissement des statistiques et les sources de données dans ces pays, et ont aidé à identifier des procédés qui permettraient de convertir les statistiques actuelles au format du *Manuel* sur la base des données disponibles. Ces entretiens ont aussi aidé à recenser les lacunes dans les données que ces pays devront combler pour se mettre en conformité avec le *Manuel*. Les études de cas ont aussi permis d'identifier des questions relatives à l'établissement des statis-



Les participants au cours sur les statistiques de balance des paiements organisé par le FMI et la SAMA dans les locaux de l'Institut bancaire à Riyad.

tiques de balance des paiements dans ces pays et des stratégies appropriées pour l'établissement de ces données.

Dans l'ensemble, les participants ont apprécié la formation. Lors de la séance de clôture, M. Al-Jasser a remercié le Département des statistiques du FMI d'avoir aidé à organiser le cours, et a félicité les instructeurs et les participants pour leur dévouement et leur travail. Il a déclaré espérer que les participants pourront utiliser ce qu'ils ont appris dans ce cours pour améliorer les statistiques de balance des paiements dans leur pays respectif. ■

Abdulrahman Al-Hamid  
Agence monétaire de l'Arabie Saoudite  
John Motala  
FMI, Département des statistiques

Pour de plus amples informations sur les statistiques bancaires internationales de la BRI, voir son site Web ([www.bis.org/pub/](http://www.bis.org/pub/)).

La cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* est disponible au prix de 27,50 dollars au Service des publications. Pour la commander, voir page 131.

**Principaux taux du FMI**

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
9 avril	3,76	3,76	4,36
16 avril	3,84	3,84	4,45

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des cinq pays dont les monnaies composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site Web : [www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2001](http://www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2001).

Des informations générales sur les finances du FMI, y compris ces taux, sont disponibles à : [www.imf.org/external/fin.htm](http://www.imf.org/external/fin.htm).

Source : FMI, Département de la trésorerie.